

Mars 2012



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

VINGT-SEPTIÈME SESSION

Brazzaville (Congo), 23-27 avril 2012

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION (2010-2011)

I. INTRODUCTION

1. Ce document présente un aperçu des grandes activités entreprises par la FAO au bénéfice de la région Afrique pendant l'exercice biennal 2010-2011, y compris les activités menées en réponse aux recommandations issues de la vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.

2. La Conférence régionale est invitée à examiner et commenter la mise en œuvre des recommandations issues de sa vingt-sixième session et les résultats obtenus dans le cadre du Programme de travail et budget 2010-2011.

II. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA VINGT-SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

3. On trouvera ci-après un bref résumé des principales mesures prises jusqu'ici par l'Organisation en réponse aux recommandations issues de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Afrique:

Questions soulevées par le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire et par la trente-sixième session de la Conférence de la FAO – Mise en œuvre du Plan d'action immédiate (PAI) – Vers une nouvelle conception du réseau des bureaux décentralisés

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

4. La Conférence a approuvé la conception, ainsi que les propositions relatives à la structure et au fonctionnement des bureaux décentralisés; à son avis, les critères de couverture des pays avancés par le PAI étaient bons en théorie, mais n'étaient pas pratiques, notamment dans le cas de l'Afrique, et elle a émis plusieurs recommandations spécifiques. A cet égard, le Secrétariat a préparé un document sur les questions de décentralisation à l'appui des débats de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Afrique.

Réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

5. La Conférence a soutenu la proposition de création d'un groupe directeur régional spécial à l'appui de la réforme du CSA, qui doit être dirigé par le Président en exercice de la Conférence régionale pour l'Afrique; il travaillerait en collaboration avec des Membres volontaires. La Conférence s'est montrée soucieuse d'améliorer la coordination entre les groupes nationaux, sous-régionaux et régionaux et a recommandé que le groupe directeur traite de cette question. À cet égard, le rapport du Président de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Afrique présentera les activités entreprises et les résultats obtenus.

Mise en œuvre du Programme de travail et budget 2010-2011 et domaines d'action prioritaire dans la région Afrique pour le prochain exercice biennal

6. La Conférence a recommandé que la FAO aide les États Membres à élaborer des plans d'investissement appropriés; elle devra également s'assurer de la disponibilité d'informations suffisantes pour opérer le suivi des résultats d'ici fin 2013.

7. La FAO a mis en place une équipe d'experts qui ont assuré le renforcement des capacités des États Membres ayant demandé à bénéficier de ce service dans le cadre de l'élaboration de leurs plans d'investissement nationaux. Dans un même temps, un projet sur l'évaluation des investissements a été élaboré en réponse à cette demande, et vise à quantifier les investissements et dépenses supplémentaires nécessaires dans différents sous-secteurs agricoles pour éradiquer la faim d'ici 2025. En plus d'inciter les pays à évaluer leurs besoins en investissements de manière plus systématique, la FAO espère que ces chiffres fourniront un cadre général à l'établissement de priorités pour les activités d'investissement vers le secteur agricole et en son sein. Depuis le lancement du projet, des évaluations ont été conduites dans 19 pays¹ et d'autres sont en cours dans sept pays². Le processus se poursuit et il est prévu qu'il ait touché tous les pays d'ici fin 2013.

Création d'un Centre des services communs unique au niveau mondial

8. La Conférence a recommandé que la proposition relative à la création d'un centre des services communs mondial fasse l'objet d'une évaluation approfondie appropriée, notamment quant à sa viabilité à long terme, en vue d'une éventuelle approbation par le Comité financier et le Conseil, et de son insertion dans le prochain Programme de travail et budget. Une évaluation approfondie a été conduite et décrite aux Organes directeurs de la FAO pendant l'exercice biennal. La trente-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique a décidé pour l'instant de maintenir le Centre des Services communs actuel, avec les deux pôles de Santiago et Bangkok et le Centre de Budapest.

¹ Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Guinée, Lesotho, Malawi, Mozambique, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Tchad, Zambie, Zimbabwe.

² Angola, Congo, Libéria, Madagascar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone.

9. L'évaluation comportait l'examen des services administratifs dans leur globalité, des effets de grands projets du PAI comme les Normes comptables internationales du secteur public, mais aussi l'examen des opérations administratives des bureaux régionaux du Caire et d'Accra. En réponse, le Bureau régional pour l'Afrique a opéré une réorientation importante de sa structure administrative, passant d'un soutien transactionnel majoritairement administratif à une gestion des services volontariste axée sur le client et encourageant la mise en œuvre grâce à des processus innovants à l'appui d'une culture de la performance axée sur les résultats.

Soutien de la FAO à la mise en œuvre accélérée du PDDAA

10. La Conférence a recommandé que la FAO poursuive et renforce son soutien à la Commission de l'Union africaine, à l'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et aux Communautés économiques régionales, et a émis plusieurs recommandations spécifiques.

11. Ainsi, la FAO a fourni un appui technique aux Communautés économiques régionales, à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, à l'Union africaine et à plusieurs pays sur divers aspects du processus de mise en œuvre du PDDAA. Au 31 décembre 2011, 29 pays et une communauté économique régionale (ECOWAS) avaient parachevé leurs pactes du PDDAA, dont 22 d'entre eux avec un appui direct de la FAO. En outre, vingt-six pays ont reçu ou reçoivent actuellement une aide de la FAO pour l'élaboration de leurs plans d'investissement du PDDAA. Une aide a été fournie aux experts de la FAO en la matière pour examiner la documentation des tables rondes/pactes, à l'appui de l'organisation de tables rondes et de réunions d'affaires, contribuant à l'élaboration et l'examen de plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et de programmes pour la sécurité alimentaire, et fournissant également un appui à l'après-pacte et des activités de renforcement des capacités. La FAO continue de fournir un important appui financier et technique à des projets conçus et mis en œuvre dans le cadre du PDDAA aux niveaux national, régional et international. La FAO a travaillé en étroite collaboration avec 22 pays, y compris six des boursiers du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, sur l'élaboration de leurs plans d'investissement nationaux et leurs applications ultérieures pour le financement du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Parmi les six boursiers (l'Éthiopie, le Rwanda, la Sierra Leone, le Libéria, le Niger et le Togo, pour un montant total de 270 millions d'USD), l'Éthiopie et la Sierra Leone continuent de recevoir l'appui technique de la FAO. En novembre 2011, le Projet d'investissement et politique pour le renforcement des capacités du PDDAA, financé par l'Allemagne, a été approuvé pour un montant total de 2,3 millions d'USD, qui renforceront les capacités de planification et de gestion des investissements de cinq pays d'Afrique, en collaboration avec des institutions nationales et régionales et des personnes-ressources.

Répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles en Afrique

12. D'après les recommandations de la Conférence, la FAO devrait:

- collaborer avec les gouvernements nationaux pour élaborer des programmes institutionnels de renforcement des capacités et sensibiliser l'opinion, y compris avec l'intégration des connaissances autochtones pour aider les communautés rurales à comprendre et affronter le changement climatique et ses effets sur la sécurité alimentaire;
- faciliter l'accès à des mécanismes disponibles comme le crédit de carbone;
- examiner la possibilité de fournir un appui technique au renforcement des capacités pour simplifier les problèmes, ainsi que pour appliquer des technologies efficaces comme l'agriculture de conservation et l'utilisation de matériel génétique adapté aux conditions

locales, et d'apporter un éclairage sur les questions relatives à l'équité hommes-femmes;

- susciter la convocation d'une réunion ministérielle consacrée aux incidences du changement climatique, à l'adaptation à ses effets et à leur atténuation.

13. En la matière, la FAO continue de s'attacher à prendre en compte les incidences du changement climatique dans l'ensemble de ses programmes. Par exemple, dans le cadre des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'aquaculture et des pêches, les effets du changement climatique sur les pêches figurent à l'ordre du jour des débats menés aux niveaux sous-régional et régional. En outre, une stratégie régionale sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets est actuellement mise au point par le Bureau régional pour l'Afrique. Une première version de cette stratégie sous-régionale en matière de changement climatique a également été élaborée par le bureau sous-régional pour l'Afrique orientale. En Afrique australe, plusieurs activités ont renforcé l'adoption de l'agriculture de conservation, pour contribuer à une gestion durable des terres et en tant que mesure d'adaptation au changement climatique. La FAO et la Commission européenne ont récemment signé un protocole d'accord pour un projet sur « L'agriculture intelligente face au changement climatique: tirer parti des synergies entre l'adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets et la sécurité alimentaire », qui soutiendra le Malawi et la Zambie pour renforcer les capacités nationales d'élargir l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique. Parallèlement, une réunion des ministres africains de l'agriculture sur l'agriculture intelligente face au changement climatique (« Afrique: un appel à l'action ») a été organisée à Johannesburg en septembre 2011.

Autres questions

14. La Conférence a également recommandé que la FAO entame un dialogue avec d'autres partenaires du système des Nations Unies sur la fourniture d'une aide plus efficace au niveau des pays en matière de réalisation de la sécurité alimentaire, afin de traiter des problèmes relatifs à la coordination des interventions des organes des Nations Unies aux niveaux national et régional. À cet égard, la FAO continue de collaborer avec les entités des Nations Unies aux niveaux régional et national, dans le but de favoriser des programmes et projets ainsi que pour renforcer les capacités de ses États Membres, et la collaboration avec les institutions ayant leur siège à Rome s'est intensifiée. Par exemple, la FAO a continué de faciliter une présence du FIDA sur le terrain à Madagascar, au Mozambique, au Rwanda, en Tanzanie et en Zambie, où un chargé de programme de pays du FIDA est basé dans le bureau de la FAO concerné.

15. La Conférence est convenue d'honorer M. Jacques Diouf, le Directeur général de la FAO, et a recommandé que soit soumise au Conseil de la FAO une proposition en vue de la création d'un prix de la sécurité alimentaire portant son nom.

16. La Conférence a également recommandé que son président, M. Alfonso Pedro Canga, demande au Président de la République d'Angola, Son Excellence José Eduardo Dos Santos, de bien vouloir présenter à ses homologues, au prochain sommet de l'Union africaine, une proposition relative à la création d'un prix Jacques Diouf de la sécurité alimentaire. Ainsi, au dix-septième Sommet de l'Union africaine organisé à Malabo (Guinée équatoriale) du 30 juin au 1^{er} juillet 2011, l'Assemblée de l'Union africaine a approuvé la création d'un « prix Jacques Diouf ».

17. Des informations supplémentaires sur les mesures prises en réponse aux recommandations issues de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Afrique, parallèlement à d'autres activités bénéficiant à la région, sont rapportées dans les sections ci-après par objectifs stratégiques et fonctionnels de la FAO.

III. RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE EN 2010-2011

18. Cette section présente un aperçu des principales activités menées par la FAO et des résultats obtenus dans la région Afrique pendant l'exercice biennal 2010-2011, classées par objectifs stratégiques et fonctionnels. Le PTB 2012-2013 a été élaboré sur la base des réalisations et des enseignements tirés pour mettre davantage l'accent sur les priorités régionales, en dressant l'inventaire des enseignements tirés pour mieux mettre en œuvre le Programme de travail dans la région en vue d'obtenir un taux de résultats plus élevé lors des prochains exercices.

A. Bref aperçu des questions de l'exercice biennal 2010-2011

19. L'exercice biennal 2010-2011 a été une période charnière pour la FAO dans la région, annonçant une nouvelle ère décentralisée caractérisée par une plus grande prise de décision et de plus importantes responsabilités du Bureau régional pour l'Afrique, dans le but de fournir une gamme de produits et services cohérente et intégrée qui réponde aux priorités des États Membres et produise des effets concrets.

20. L'un des principaux changements qui se sont produits au sein de l'Organisation pendant le premier trimestre 2010 a été la bonne mise en œuvre de l'un des plus importants projets du PAI, qui a débouché sur le transfert, des divisions du Siège concernées aux bureaux régionaux, de fonctions et responsabilités fondamentales liées à la gestion du PCT, et du réseau des représentants de la FAO aux bureaux régionaux.

21. On relèvera le rôle joué par le Bureau régional pendant tout l'exercice biennal 2010-2011, avec un appui solide aux bureaux de pays pour assurer une meilleure mise en œuvre du programme de terrain et une gestion plus efficace de leurs bureaux. Pendant l'exercice 2010-2011, le grand objectif du Bureau régional pour l'Afrique était de soutenir étroitement les bureaux de pays dans le renforcement des capacités de leur personnel grâce à des formations périodiques et spécialement conçues. Quatre (4) formations de groupe destinées à renforcer les capacités opérationnelles ont été organisées en 2010-11 pour les assistants de programme et les commis au programme; une (1) formation-pilote de mobilisation de ressources et développement a été organisée en juillet 2011 pour l'assistant de programme des représentants de la FAO; trois (3) formations aux pôles sous-régionaux pour renforcer les capacités administratives et budgétaires ont été organisées en octobre-décembre 2011 pour les assistants et commis assistant les représentants de la FAO sur les questions administratives. Cette activité a assuré le renforcement des capacités opérationnelles à l'appui d'une meilleure mise en œuvre sur le terrain, et de nouvelles formations vont être organisées.

22. Les ressources totales du PCT pour l'exercice biennal 2010-2011 se montaient à 35 000 000 d'USD, révisés à la hausse pour atteindre 38 529 855 d'USD en juillet 2011. Dès la fin 2011, 129 projets de PCT ordinaires avaient été approuvés comme suit: 49 projets réalisés au titre du mécanisme du PCT et 80 projets de PCT pour un montant total de 38 114 508 d'USD, soit près de 100 pour cent de l'allocation régionale du PCT.

23. Le Bureau régional pour l'Afrique a lancé, en février 2011, l'Initiative Groupe de travail sur les résultats en Afrique. En menant des activités coordonnées et intégrées mises en œuvre par des équipes pluridisciplinaires à l'échelle de toute l'Organisation, elle vise à instaurer efficacement, d'ici 2014, une culture axée sur les résultats dans la région Afrique, non seulement au sein de la FAO, mais également auprès des partenaires de l'Organisation (à savoir les institutions régionales et les gouvernements). L'objectif ultime est de « voir les effets des travaux de la FAO » en donnant un visage humain aux résultats, et en répondant mieux aux besoins des États Membres. Elle vise également à créer des environnements économiques favorables pour optimiser la productivité et accroître ainsi de manière importante la contribution de l'agriculture aux économies nationales de la région Afrique.

24. Afin de fournir une évaluation globale des activités menées en 2010-2011 et de définir la voie

à suivre pour le prochain exercice, le Bureau régional pour l'Afrique a organisé à Accra, du 14 au 18 novembre 2011, la quatrième Réunion de l'équipe régionale de gestion avec la participation de grands partenaires de la FAO (Union africaine/Agence de planification et de coordination du NEPAD, Banque africaine de développement, FARA, Alliance pour une révolution verte en Afrique, etc.). Cette réunion a mis en lumière les progrès considérables accomplis par le Bureau régional pour l'Afrique.

25. Entre 2010 et 2011, la cohésion entre les membres du personnel a été favorisée en encourageant le partage et l'élargissement des communications, et en motivant le personnel pour travailler de façon plus pluridisciplinaire et axée sur les résultats, dans le but d'apporter un appui plus solide aux États Membres.

26. Enfin, il convient de souligner que pendant l'exercice biennal 2010-2011, dans le cadre de la **Coopération Sud-Sud**, plusieurs experts et techniciens ont été détachés sur le terrain dans différents pays d'Afrique pour soutenir des initiatives liées à la sécurité alimentaire³.

27. En 2012-2013 et pendant l'exercice suivant, la Coopération Sud-Sud va se poursuivre, être renforcée et fortement encouragée, dans le but de tirer pleinement parti du partage des connaissances et des meilleures pratiques transfrontières entre les pays et les régions en testant de nouvelles dispositions qui impliquent des experts et des techniciens africains.

B. Résumé des activités de la FAO mises en œuvre dans la région en 2010-2011 au titre des Objectifs stratégiques (OS) et des Objectifs fonctionnels (OF)

28. Les Objectifs stratégiques pour l'exercice biennal ont été planifiés et mis en œuvre en étroite collaboration avec le Siège de la FAO et les bureaux décentralisés, un temps important ayant été consacré au suivi commun des progrès accomplis. Les principaux domaines d'intervention et les résultats obtenus dans la région Afrique au cours de l'exercice biennal 2010-2011, dans le contexte des Objectifs stratégiques et fonctionnels de l'Organisation, sont décrits ci-après.

Objectif stratégique A – Intensification durable de la production végétale

29. Une stratégie liée à l'agriculture de conservation a été élaborée conformément aux principes de « Produire plus avec moins »⁴, axée sur une compréhension commune de la manière d'intensifier l'agriculture de conservation.

30. La mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles a débouché sur un recul important de l'utilisation de pesticides, parallèlement à une augmentation des rendements des systèmes cultureux du riz, du coton et des légumes. Un total de 500 nouveaux formateurs et de 55 000 agriculteurs dans sept

³ i) Chine et Mali (17 experts et techniciens chinois), Malawi (18), Sierra Leone (19) et Nigéria (26); dispositions prises pour le détachement d'experts au Libéria, au Sénégal, en Ouganda, en Éthiopie, en Érythrée et en Zambie; 2 cursus de formation à l'aquaculture et aux technologies rizicoles assurés en Chine pour 54 experts et techniciens de 9 pays (Érythrée, Libéria, Malawi, Mali, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Ouganda et Zambie); ii) Vietnam et Namibie (5) et Tchad (10); des négociations sont en cours pour envoyer 12 experts au Congo; iii) Cuba et Cap-Vert: seconde phase élaborée avec 13 experts et techniciens cubains devant être détachés début 2012 (financée par le Cap-Vert); iv) Algérie et Togo (financé par Oman): 7 experts et techniciens algériens doivent être détachés en 2012; v) Maroc et Guinée (2 experts doivent être détachés) et Niger (3 techniciens doivent être détachés); vi) Bangladesh et Gambie (1 expert en riziculture), ANASE (Association des nations d'Asie du Sud-Est au titre du fonds fiduciaire japonais), renforcement des capacités dans les pays africains avec 3 ateliers de formation régionaux (1 en Afrique de l'Ouest et 2 en Afrique de l'Est) et 3 ateliers nationaux (Ghana, Madagascar et Tanzanie) sur le riz et l'aquaculture (avec des formateurs/experts de l'ANASE).

⁴ Les grands principes sont les suivants: maintenir des sols sains pour renforcer la nutrition des cultures; cultiver un plus large éventail d'espèces et de variétés par associations, rotations et séquences; utiliser des variétés bien adaptées et à fort rendement et des semences de bonne qualité; opérer la gestion intégrée des insectes ravageurs, des maladies et des mauvaises herbes; assurer une gestion efficace de l'eau.

pays d'Afrique australe ont suivi une formation aux bonnes pratiques agricoles et aux rudiments de commercialisation dans des écoles pratiques d'agriculture.

31. Grâce à un appui fourni dans la composante renforcement des capacités, les communautés économiques régionales et l'Union africaine ont amélioré leurs capacités de réviser les procédures pour les situations d'urgence et l'élaboration de cadres de gestion des ravageurs et des pesticides fondée sur l'analyse des situations pour la protection des cultures élaborée dans le cadre du PDDAA.

32. Les progrès accomplis au niveau de la préparation préalable et de la gestion des risques liés au criquet pèlerin ont principalement été enregistrés en Afrique de l'Ouest et dans le nord-ouest de l'Afrique.

33. Dans le contexte de situations d'urgence liées aux ennemis des cultures, cinq pays ont évalué leur préparation préalable pour la gestion des rouilles du blé. La surveillance et le contrôle de la maladie du manioc ont été renforcés en Afrique de l'Est et en Afrique centrale. Des ateliers régionaux sur la prévention et la gestion des situations d'urgence liées aux ennemis des cultures (y compris les mauvaises herbes nuisibles) ont été organisés, couvrant 35 pays et se parachevant avec l'élaboration d'un plan stratégique, et de stratégies pour la gestion des espèces végétales envahissantes. La capacité de réaction a été élargie et renforcée en ce qui concerne les infestations soudaines de ravageurs pour 51 responsables de la protection des plantes dans quatre pays de l'organisation de l'Union du fleuve Mano afin de réduire les dommages provoqués par ces infestations.

34. Les pays ont opéré une réduction des risques liés aux pesticides grâce à une approche de la gestion des pesticides liée au cycle de la vie résultant: i) de capacités renforcées pour la gestion intégrée des ravageurs; ii) de la mise en œuvre du Code de conduite de la FAO sur les pesticides; iii) d'examens du système harmonisé au niveau régional de législation et d'homologation des pesticides; et iv) de la participation de 14 autres pays à quatre ateliers sur la gestion des pesticides périmés.

35. Les activités de plaidoyer ont poussé de nouveaux pays à ratifier: 1) la Convention internationale pour la protection des végétaux, parallèlement à un renforcement des capacités des pays de participer plus activement à la mise en œuvre des Normes phytosanitaires internationales 2) la Convention de Rotterdam, dont l'application est soutenue par des plans d'action nationaux.

36. De nouveaux pays ont ratifié le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Onze pays ont été sensibilisés au rôle et à l'importance des politiques semencières au niveau de la conservation. Un cadre réglementaire harmonisé pour les semences a été mis au point pour les états membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. Un appui technique a été fourni à six pays pour réviser leurs lois sur les semences, et à deux pays pour élaborer des politiques et renforcer les services semenciers.

Objectif stratégique B – Accroissement de la production animale durable

37. Un appui technique a été fourni pour examiner les secteurs de l'élevage et les chaînes de valeur en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, et pour l'élaboration de politiques relatives à la transhumance transfrontières et aux ressources pastorales. Un soutien au renforcement des capacités et un appui technique ont été fournis aux chaînes de valeur des produits laitiers, de la viande et avicoles de sept pays d'Afrique de l'Est, de deux pays d'Afrique de l'Ouest et de trois pays d'Afrique australe sur l'agriculture intégrée culture-élevage. La biosécurité a également été examinée pour les secteurs avicole et porcin de quatre pays d'Afrique de l'Ouest.

38. Une aide a été apportée au renforcement des capacités, axée sur la surveillance des maladies, les compétences et la conformité des laboratoires, la sécurité alimentaire et la santé publique, l'analyse des risques et la gestion des maladies prioritaires, ainsi que le commerce de produits de la Corne de l'Afrique, les modèles de certification de santé animale pour les zones pastorales (écosystème somalien), et la surveillance des risques de résistance antimicrobienne le long des filières de la viande.

39. Un appui technique a été fourni à la déclaration d'éradication de la peste bovine et à la séquestration ou la destruction du virus de la peste bovine. Une feuille de route d'élimination de la

fièvre aphteuse a été mise en œuvre en Afrique australe, courant jusqu'en 2020, avec l'aide de la FAO et en utilisant l'approche progressive de lutte contre la fièvre aphteuse de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la rage, un soutien a été fourni pour sensibiliser l'opinion à ce problème. La FAO a parrainé le trentième Congrès vétérinaire mondial d'octobre 2011.

40. Des notes d'information sur les pays et des notes d'orientation ont été fournies aux pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Le Projet d'innovation en matière de données sur l'élevage a fourni des informations sur le lien entre l'élevage, la pauvreté et les moyens de subsistance, ainsi que sur les investissements et les politiques sectorielles du Niger, de l'Ouganda et de la Tanzanie. L'Initiative sur les politiques d'élevage menée par l'Autorité intergouvernementale de la FAO pour le développement (IGAD) comprenait des activités de renforcement des capacités en matière d'élaboration de politiques, des tribunes multi-parties prenantes, le partage des pôles d'accès à l'information et la création d'une unité chargée du secteur de l'élevage au sein de l'IGAD.

41. Le renforcement institutionnel et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du [Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques](#) ont débouché sur la création, en juin 2011, d'un service de liaison pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et sur la « [Déclaration de Libreville](#) ». Des avis techniques et un renforcement des capacités ont été fournis à plusieurs pays de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe sur la gestion et l'enregistrement des ressources zoogénétiques, la formation de correspondants nationaux et l'établissement d'un lien entre le Réseau sur la diversité des animaux domestiques (DAD NET) d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale et le Réseau DAD NET mondial. Cinq pays ont fait état d'une révision de leur réglementation.

42. Une aide d'urgence a été fournie à des populations du Niger et du Burkina Faso avec des aliments pour animaux, du bétail et des médicaments vétérinaires. Après les foyers, la FAO a détaché des missions du Centre de gestion des crises – santé animale au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. Au Kenya, le Fonds central d'intervention d'urgence et les financements d'autres projets ont été utilisés pour apporter un appui technique et des fournitures à la lutte contre la peste des petits ruminants.

43. En passant notamment par les Centres d'urgence pour les maladies animales transfrontières, la FAO a participé au contrôle des maladies grâce à des collaborations et des partenariats intersectoriels. Les pays et les communautés économiques régionales ont reçu une aide pour lutter contre la peste porcine africaine en Afrique centrale, au Cap-Vert et au Tchad, et contre la fièvre de la vallée du Rift, la fièvre aphteuse et la peste des petits ruminants; en outre, des informations liées à l'élevage ont été fournies au Zimbabwe, à la Tanzanie, à la Zambie et au Swaziland. L'Afrique de l'Ouest a reçu une aide pour l'établissement de priorités pour les maladies animales transfrontières, ainsi que pour l'élaboration de stratégies et d'un plan d'action.

44. On attend beaucoup du soutien apporté à des producteurs vulnérables pour une productivité accrue, des chaînes de valeur plus efficaces, des investissements à travers le PDDAA, l'utilisation durable des ressources naturelles et la réduction des effets des maladies animales et zoonoses.

Objectif stratégique C – Gestion et utilisation durables des ressources halieutiques et aquacoles

45. Un appui a été apporté pour renforcer les capacités et améliorer les compétences des institutions de production halieutique et aquacole, axé sur une aide aux organismes régionaux des pêches afin de leur permettre de travailler de manière harmonisée tout en favorisant la gestion durable des ressources. Ces organismes comprenaient le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est, la Commission des pêches pour le Sud-Ouest de l'Océan indien et leurs sous-comités scientifiques respectifs, et le Comité pour les pêches continentales et l'aquaculture d'Afrique et son groupe de travail spécial sur le Réseau aquacole pour l'Afrique.

46. Les approches écosystémiques des pêches et de l'aquaculture (AEP/AEA) ont été encouragées pour renforcer la production durable. Des méthodologies AEP/AEA ont été introduites par des organes des pêches, des communautés économiques régionales et des opérations menées sur le terrain, y

compris un appui à la mise en œuvre du plan d'action stratégique sur l'exploitation durable des ressources halieutiques et la sécurité alimentaire.

47. Les politiques et normes favorisant la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable ont été améliorées, les pays ont reçu une aide pour son application, et une évaluation de sa mise en œuvre a été conduite. Des initiatives parallèles ont été lancées avec des institutions sous-régionales et régionales pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. La FAO a également soutenu la mise en œuvre du Plan d'action de la Conférence des ministres africains des pêches et de l'aquaculture, avec des priorités de la Conférence incorporées en tant qu'instruments de l'Union africaine dans le plan de travail du Bureau régional pour l'Afrique. Dans un même temps, et en étroite collaboration avec l'Agence du NEPAD, la FAO a contribué à la mise en œuvre de la Stratégie pour les pêches et l'aquaculture en Afrique, le lancement des activités étant prévu courant 2012.

48. Un autre résultat principal avait trait à une production accrue de poisson et de produits de la pêche à partir de l'expansion et de l'intensification durables de l'aquaculture. Le produit phare de cette série d'activités était la création et l'utilisation du Programme spécial pour le développement de l'aquaculture en Afrique (SPADA) en tant qu'approche globale à l'appui d'initiatives liées à l'aquaculture en Afrique, dix pays modèles ayant adopté des éléments méthodologiques du Programme SPADA. Une initiative connexe était axée sur le projet « Tilapia Volta » (TIVO), dont l'objectif était de développer et de distribuer des semences améliorées de tilapia à des exploitants des six pays qui se partagent le bassin du fleuve Volta tout en définissant et en appliquant de bonnes pratiques pour la conservation de la biodiversité et le maintien de la biosécurité.

49. Les activités de la FAO dans le secteur des pêches ont continué d'être pleinement conformes au PDDAA, contribuant quand cela était possible aux processus d'élaboration des pactes au niveau des pays, ainsi qu'à un engagement aux niveaux sous-régional et régional par le biais d'activités comme le Réseau aquacole régional pour l'Afrique, AEP/AEA, la Stratégie pour les pêches et l'aquaculture en Afrique et le Programme SPADA. Les activités de la FAO ont également intégré le traitement des effets du changement climatique.

Objectif stratégique D – Amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments à tous les stades de la filière alimentaire

50. Un soutien aux capacités et un appui institutionnel ont été fournis au Cameroun, au Cap-Vert, à la Guinée, à l'Angola, à la Côte d'Ivoire et à la Tanzanie, leur permettant d'examiner et/ou de réviser leurs politiques et stratégies pour un approvisionnement en produits sains tout en renforçant les cadres institutionnels pour la coordination de la gestion de la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la filière alimentaire.

51. Un soutien aux capacités et un appui institutionnel ont été fournis au Bénin, au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, qui ont bénéficié d'une formation sur l'analyse de risques. En outre, des activités complémentaires de renforcement des capacités sur la conception de programmes nationaux de contrôle des aliments axés sur les risques ont été menées en Angola et en Côte d'Ivoire. Le Mali a pris des mesures concrètes pour incorporer les approches axées sur les risques dans ses programmes de contrôle des aliments.

52. Les systèmes d'inspection des aliments ont été examinés et renforcés au Cameroun et au Cap-Vert. Des travaux importants ont été menés en matière d'inspection des aliments importés en Angola, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

53. La FAO a contribué à l'amélioration de l'organisation d'activités liées au Codex, y compris un atelier pour une meilleure coordination et harmonisation entre les états membres de la Communauté d'Afrique de l'Est. En vue de la réunion du Comité régional de coordination FAO/Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique, un atelier a été organisé pour sensibiliser les états membres au besoin d'adopter et d'adapter les normes du Codex aux règles nationales de sécurité sanitaire des aliments.

54. Un appui technique a été fourni au Bénin, au Cameroun, à la Guinée, à la Tanzanie et à l'Ouganda pour élaborer des programmes de renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et une gestion de qualité le long de la filière alimentaire, y compris des plans qualité spécifiques. Un module de sécurité sanitaire des aliments pour les écoles pratiques d'agriculture a été produit et utilisé en Afrique de l'Ouest dans le cadre d'une formation régionale, au titre du Programme de gestion intégrée de la production et des ravageurs. Un projet conjoint Mécanisme pour l'élaboration des normes et de le développement du commerce /FAO/Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit a été rédigé et est actuellement mis en œuvre avec l'Université de Cape Coast (Ghana), afin d'actualiser les programmes portant sur les normes de sécurité et la qualité des aliments.

55. Un appui technique permanent est fourni à la Communauté d'Afrique de l'Est pour affiner son protocole de planification stratégique. Les capacités ont été renforcées au Kenya et en Ouganda pour une meilleure compréhension des questions de biosécurité dans la filière avicole. En outre, une étude et un atelier de parties prenantes sur la contamination par les aflatoxines dans la filière du maïs ont été organisés au Kenya. Au Ghana, la FAO et le Conseil des normes du Ghana ont organisé un atelier au niveau de la communauté sur la prévention et la lutte contre les mycotoxines, avec la distribution d'unités de séchage post-récolte améliorées.

56. Une étude évaluant la possibilité de créer des liens formels entre les vendeurs ambulants et les institutions publiques/privées a été conduite dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest, et ses conclusions sont désormais disponibles pour diffusion et utilisation dans l'élaboration de projets.

Objectif stratégique E – Gestion durable des forêts et des arbres

57. La dix-septième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique s'est tenue comme prévu à Brazzaville (Congo), en présence de trente et un participants. Les recommandations issues de cette réunion ont été soumises à la vingt-sixième session de la Conférence régionale pour l'Afrique et au Comité des forêts de la FAO en 2010.

58. Un appui technique a été fourni, par le biais d'un projet de PCT, à la mise en œuvre de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel dans cinq pays. Au 31 décembre 2011, le projet de stratégie et le plan de mise en œuvre pour les cinq pays étaient prêts. Le projet de PCT prendra fin en juin 2012 avec l'élaboration de propositions de projets nationaux de stratégies de mobilisation de ressources. En outre, la Commission européenne et un partenaire de cofinancement, le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, ont soutenu financièrement l'Union africaine dans la mise en œuvre de la Grande muraille verte dans huit autres pays.

59. Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, hébergé par la FAO, a fourni près de 200 petites subventions à la société civile (70 pour cent) et à des organisations gouvernementales (30 pour cent) dans 30 pays d'Afrique. La FAO a également produit et diffusé des informations sur les ressources en produits forestiers non ligneux pour contribuer à la gestion durable des forêts d'Afrique.

60. La FAO a publié et diffusé son rapport d'évaluation des ressources forestières mondiales 2010, qui comprend une évaluation de la situation des ressources forestières en Afrique. En outre, un rapport sur l'état des forêts mondiales a été publié en 2011, comportant une analyse approfondie des aspects physiques, sociaux et économiques du secteur forestier africain.

61. En 2011, la FAO a élaboré un projet de stratégie régional sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets; celui-ci sera prochainement affiné et mis à la disposition des Membres. Une première version d'une stratégie sous-régionale en matière de changement climatique a également été élaborée pour l'Afrique de l'Est. Toutes deux visent à renforcer la capacité régionale de relever les défis climatiques.

62. En collaboration avec le Conseil international pour la conservation du gibier et de la faune sauvage, une boîte à outils d'atténuation des conflits entre l'homme et la faune sauvage a été mise au point et proposée aux Membres. La FAO a également favorisé le partage des expériences à ce sujet entre les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

63. Des directives pour l'institutionnalisation et la mise en œuvre d'une gestion des forêts axée sur les communautés en Afrique subsaharienne ont été fournies pour renforcer les capacités des États Membres d'appliquer une gestion durable des forêts grâce à l'implication des communautés locales.

64. Les « Directives pour des pratiques de gestion durable des forêts sur les terres arides d'Afrique subsaharienne » ont été imprimées et publiées en anglais et en français. Elles ont été portées à la connaissance des Membres en 2011.

65. La FAO et la CIPV ont élaboré un Guide d'application des normes phytosanitaires dans le secteur forestier dont l'objectif est d'encourager les pratiques phytosanitaires forestières.

Objectif stratégique F – Gestion durable des terres, des eaux et des ressources génétiques, et meilleures réponses aux défis mondiaux ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture

66. La FAO a favorisé des activités de renforcement des capacités et fourni un appui technique à l'Angola, au Mozambique, à Sao Tomé, à l'Afrique du Sud, au Soudan et au Soudan du Sud pour encourager une meilleure prise de décision politique, la consolidation des cadres institutionnels, l'évaluation et la cartographie, la planification et les systèmes d'information en matière d'utilisation des terres. Cette aide a également couvert l'évaluation de la dégradation des terres, leur gestion durable, le changement climatique et l'insécurité du régime d'occupation. D'autres initiatives ont concerné le projet sous-régional sur le bassin de la rivière Kagera couvrant le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, le Programme somalien de gestion des eaux, des terres et des informations relatives à l'eau, les systèmes du patrimoine agricole d'importance mondiale axés sur trois sites patrimoniaux choisis au Kenya et en Tanzanie, le projet de gestion intégrée des ressources naturelles du plateau du Fouta Djallon, qui comprend les bassins des fleuves Gambie, Sénégal et Niger, et enfin le Système mondial de gestion des informations sur les incendies.

67. En Afrique australe, plusieurs activités ont renforcé l'adoption de l'agriculture de conservation, pour contribuer à la gestion durable des terres et en tant que mesure d'adaptation au changement climatique. Semblable au partenariat TerrAfrica sur la terre, le partenariat pour l'eau pour l'agriculture en Afrique, visant à mobiliser des investissements pour la gestion de l'eau pour l'agriculture, a été relancé en 2011, et son Secrétariat sera hébergé par le bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est à Addis-Abeba en 2012.

68. La FAO et les institutions partenaires ont piloté l'initiative de partenariat Research4Life et organisé des activités de renforcement des capacités nationales et régionales sur l'utilisation et l'accès à la documentation scientifique et technique pour l'agriculture et la gestion durable des ressources naturelles, consultable sur le portail d'accès aux ressources mondiales agricoles en ligne et permettant d'assurer la formation de plus de 100 chercheurs, documentalistes et professionnels de l'information. La FAO a également aidé la Zambie à mettre en place le réseau zambien d'information sur la recherche agricole pour le développement.

69. Un protocole d'accord pour un projet sur « L'Agriculture intelligente face au changement climatique: tirer parti des synergies entre l'adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets et la sécurité alimentaire » a été signé en décembre 2011 entre la FAO et la Commission européenne pour aider le Malawi et la Zambie à renforcer leurs capacités nationales d'élargir l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique.

Objectif stratégique G – Environnement porteur pour les marchés afin d'améliorer les moyens d'existence

70. Une aide au renforcement des capacités a été fournie en Afrique de l'Est pour améliorer les compétences des pays en matière de commercialisation, de commerce et de négociation, et des formations en matière d'outils analytiques et d'information pour l'élaboration de politiques commerciales ont été assurées. Des activités de renforcement des capacités connexes ont été menées, avec la création de la politique commerciale agricole de Zanzibar en Tanzanie/Zanzibar, la conception d'outils analytiques pour les négociations commerciales et l'élaboration de politiques commerciales au

Kenya et en Sierra Leone, ainsi qu'une série d'ateliers organisés en collaboration avec le Conseil des céréales d'Afrique de l'Est et des institutions partenaires pour renforcer le dialogue entre secteur public et secteur privé sur l'utilisation et les effets d'interventions politiques liées au commerce et connexes sur le marché régional des céréales.

71. Pour assurer le suivi de la conférence de haut niveau tenue au Nigéria en mars 2010, l'Initiative 3ADI pour le secteur agricole et les agro-industries d'Afrique – un cadre de programmation pour le développement du secteur agricole et des agro-industries d'Afrique – est actuellement testée sur le plan national dans 11 pays d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Ouest.

72. En Éthiopie, des investissements dans le secteur agricole ont été mobilisés grâce à la création de parcs agro-industriels, tandis qu'en Ouganda, des mini-exploitations agricoles ont été mises en place dans des zones pilotes pour renforcer la commercialisation agricole.

73. Une évaluation a été menée en collaboration avec la CEA sur le contexte politique, institutionnel et de développement des partenariats public-privé du secteur agricole en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, au Ghana et au Nigéria. Un total de 25 partenariats public-privé ont été évalués, et cinq rapports de pays ont été produits. Ceux-ci ont constitué la base du document thématique sur les partenariats public-privé préparé en vue de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Afrique.

74. Des formations sur des thèmes prioritaires du secteur agricole comme la logistique, la planification de la production, la négociation de contrats, l'ajout de valeur et le plaidoyer en faveur d'une politique agricole ont été fournies à des organisations d'agriculteurs grâce à une collaboration avec les fédérations régionales d'agriculteurs pour l'élaboration de modèles commerciaux inclusifs.

75. Au Ghana et en Sierra Leone, des organisations d'agriculteurs ont reçu une aide pour élaborer une chaîne d'approvisionnement de sorgho de grande qualité en remplacement du sorgho importé dans leurs industries de la boisson nationales respectives. Ainsi, plusieurs fabricants de boissons d'Afrique ont adopté une stratégie visant à se procurer au moins 60 pour cent des matières premières au niveau local. En 2010, ce projet a reçu le World Business and Development Award 2010, décerné par la Chambre de commerce internationale.

76. Au Malawi et en Tanzanie, la FAO a mis en œuvre un programme destiné à encourager et à mieux intégrer des emplois ruraux décents dans les stratégies, politiques et programmes nationaux de développement agricole et rural, avec l'accent mis sur la parité hommes-femmes, l'emploi des jeunes et la lutte contre le travail des enfants dans le secteur de l'agriculture.

Objectif stratégique H: Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

77. Comme on l'a vu en page 3, le soutien de la FAO a aidé les États Membres à stimuler le processus d'élaboration du PDDAA tout au long de l'exercice.

78. La FAO s'est associée aux communautés économiques régionales et à des partenaires pour accueillir quatre consultations sur la volatilité des prix et des programmes d'apprentissage de politique de haut niveau pour permettre aux décideurs d'examiner les questions émergentes, les nouveaux défis à relever et les futures options en matière de politique. Des ateliers d'apprentissage collégial ont également été organisés pour partager les expériences nationales sur la conception, la mise en œuvre et la gestion de programmes de subvention aux engrais. La FAO a continué de soutenir l'élaboration de programmes nationaux pour la sécurité alimentaire, favorisé leur intégration dans des programmes nationaux d'investissement agricole du PDDAA et mené des examens à mi-parcours.

79. En Afrique de l'Ouest, un projet de « Maîtrise de l'eau pour la sécurité alimentaire » a été mis en œuvre dans cinq pays et le Programme de commercialisation de l'agriculture s'est attaché à des activités d'ajout de valeur pour les petits exploitants dans sept autres pays. En réponse aux demandes de nombreux pays et avec le soutien de la Chine, la FAO a également fourni des experts techniques aux programmes de coopération Sud-Sud.

80. La FAO a initié les préparatifs en vue de la Conférence internationale sur la nutrition 21 ans

après (ICN+21). Elle a également collaboré avec le NEPAD et des États Membres pour renforcer l'incorporation de la nutrition dans les plans d'investissement du PDDAA. La FAO et les institutions partenaires ont également plaidé et fourni une aide en faveur de la mise en œuvre des initiatives Éliminer la faim chez les enfants et Renforcer la nutrition, et d'évaluations des besoins en matière d'éducation nutritionnelle. En outre, la FAO a co-publié un manuel de composition des aliments en Afrique de l'Ouest et dirigé des ateliers de sécurité sanitaire des aliments.

81. La FAO a obtenu les résultats suivants à l'appui du système statistique agricole national: accès accru des utilisateurs à des données et informations sur l'agriculture grâce à FAOSTAT et à la création de Countrystat; aide à l'élaboration et à la mise en œuvre du recensement agricole, de projets d'études et d'activités de renforcement des capacités; organisation efficace de la vingt-deuxième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique en Éthiopie, avec la participation de 27 pays et de 14 organisations internationales et régionales; et élaboration d'une Stratégie mondiale et d'un plan d'action pour améliorer les statistiques agricoles et rurales.

82. La FAO a soutenu le renforcement des capacités de gestion des informations et d'échange de connaissances, y compris l'utilisation de réseaux sociaux et d'échange de connaissances, l'élaboration et la diffusion ciblée de différents modules d'apprentissage électronique auprès de ministères et le partage de bonnes pratiques en matière de production agricole et de sécurité alimentaire. Les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire de la FAO et du Programme alimentaire mondial continuent de suivre l'évolution du marché et du commerce national et mondial grâce à leur portail Web.

83. La FAO a collaboré avec plusieurs parties prenantes y compris des instances régionales pour surveiller la situation de la sécurité alimentaire, améliorer la qualité des informations sur les prix et renforcer l'alerte rapide, et elle a initié une analyse régionale des tendances et des possibilités de la croissance au sein des systèmes agro-alimentaires d'Afrique de l'Ouest. Pour les partenaires nationaux, la FAO a fourni un appui technique à l'élaboration de méthodes et processus de suivi et d'analyse des politiques alimentaires et agricoles, y compris des analyses des effets des politiques menées. La FAO a également collaboré avec des organismes mondiaux et des organes régionaux afin d'améliorer les méthodes utilisées et d'appliquer efficacement la classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire pour améliorer la rapidité, la fiabilité et l'accessibilité de la sécurité alimentaire nationale et régionale.

Objectif stratégique I – Meilleure préparation et réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles

84. En Afrique australe, des cultures utilisant des options d'agriculture de conservation ont enregistré des augmentations de rendement allant jusqu'à 400 pour cent au sein des systèmes agricoles de petits exploitants. En Sierra Leone, la Facilité alimentaire de l'Union européenne a fourni à 138 centres d'affaires pour l'agriculture des batteuses, des décortiqueuses, des cisailles pour le riz, des fraises rotatives, des râpes à manioc et des engrais. Les initiatives Espèces contre travail menées en Somalie et au Kenya ont contribué au relèvement de canaux d'irrigation/aquatiques, et de structures de conservation des sols et des eaux.

85. La FAO a soutenu la création de réseaux de magasins d'intrants agricoles en Afrique de l'Ouest, l'utilisation par les agriculteurs de systèmes de bons d'achats électroniques pour l'achat d'intrants en Zambie, la production de semences de qualité au Burkina Faso et en République démocratique du Congo, et des activités de renforcement des capacités pour des organisations d'agriculteurs. En Afrique de l'Est et en Afrique centrale, la FAO s'est associée à des organismes de recherche et de développement nationaux et internationaux pour lutter contre la mosaïque du manioc et la striure brune du manioc. D'autres programmes ont renforcé la résistance d'agriculteurs et d'éleveurs nomades au Malawi et au Mozambique, en Ouganda, au Kenya et en Éthiopie. La FAO a également participé à la création d'écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes et au renforcement des capacités des maîtres formateurs.

86. Les travaux de la FAO en Afrique de l'Est ont été essentiels pour protéger les marchés

d'exportation du bétail de la région, limiter les conflits et renforcer l'accès des populations vulnérables aux produits laitiers, à la viande et aux produits sanguins. La FAO a piloté la création des directives et normes de secours d'urgence pour le bétail et a mené des activités connexes qui ont bénéficié à 125 000 ménages de Somalie, à 200 travailleurs sociaux spécialistes de la santé animale et à 10 000 agropasteurs du Soudan. Un programme de formation radiodiffusé destiné aux petits producteurs laitiers a touché 1,2 millions d'auditeurs et entraîné de considérables réductions des pertes de lait ainsi que des augmentations des rendements et des revenus des agriculteurs.

87. Le Programme stratégique de gestion pour l'Afrique australe permettra de faciliter la coordination et la cohérence des travaux menés avec les organes régionaux, les comités nationaux et régionaux, et servira de plate-forme pour le suivi des réalisations, en plus de soutenir le plaidoyer et les efforts de mobilisation de fonds.

88. En Afrique centrale et dans la Corne de l'Afrique, le FIDA et la FAO ont co-présidé le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui en 2011 a joué un rôle important dans la mobilisation et le plaidoyer pour une réponse rapide et appropriée à la crise. Le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition et les dirigeants des groupes de la sécurité alimentaire ont joué un rôle fondamental dans les travaux menés par la FAO dans toute la région pour évaluer la sécurité alimentaire et assurer une meilleure coordination. La FAO a également fourni des informations et des analyses vitales sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Somalie.

Objectif stratégique K – Équité hommes-femmes pour l'accès aux ressources, aux biens, aux services et à la prise de décision dans les zones rurales

89. Le rapport SOFA 2010-2011 de la FAO sur l'état de l'alimentation et de l'agriculture était axé sur les questions de parité hommes-femmes et s'intitulait « Les femmes dans l'agriculture: combler le fossé entre les hommes et les femmes ». La publication a été officiellement lancée en Afrique, parallèlement à la vingt-deuxième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique. Les questions soulevées pendant les débats du groupe de haut niveau lors du lancement de SOFA ont débouché sur l'incorporation de quatre recommandations liées aux questions de parité⁵ dans les recommandations finales globales de la session de la Commission des statistiques agricoles, qui constitueront des domaines d'action prioritaires de la Commission pendant les deux prochaines années.

90. La FAO a également participé à l'élaboration de profils de pays sur les inégalités sociales et les inégalités entre les sexes dans les zones rurales, fournissant un aperçu clair et approfondi des inégalités actuelles, en commençant par le Ghana, le Malawi et la Tanzanie. Les résultats escomptés de ce processus comprennent une plus grande sensibilisation aux différences qui existent sur le plan social et entre les sexes dans les pays étudiés, et la mise à disposition d'un outil pratique à l'appui de l'élaboration de politiques et de la formulation de stratégies pour réaliser la sécurité alimentaire et le développement durable.

⁵ Les recommandations de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique relatives aux questions de parité hommes-femmes sont les suivantes: **1.** La Commission s'est félicitée que la FAO organise le lancement en Afrique du rapport SOFA et les débats à haut niveau sur les informations nécessaires pour combler le fossé entre les hommes et les femmes dans le domaine du développement agricole à la vingt-deuxième session de la Commission. **2.** La Commission a insisté pour que les États Membres redoublent d'efforts pour assurer l'autonomisation politique et économique des femmes, en commençant par améliorer l'accès des femmes à l'éducation, y compris en sensibilisant l'opinion publique à la nécessité de réduire les inégalités entre les sexes, et en encourageant l'utilisation d'approches pluridimensionnelles et plurisectorielles pour combler le fossé entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'agriculture. **3.** La Commission a recommandé que la FAO fournisse la formation et le matériel de formation nécessaires pour procéder à une analyse renforcée des données ventilées par sexe relatives aux questions de parité disponibles et communique aux décideurs les informations sexospécifiques nécessaires sur la base desquelles ils pourront prendre les décisions politiques appropriées. **4.** La Commission a recommandé que les États Membres s'assurent que des indicateurs de parité pertinents soient élaborés au début de chaque initiative de développement, en indiquant les informations nécessaires – à la fois quantitatives et qualitatives – à obtenir par des activités nationales de collecte de données.

91. Au niveau sous-régional, les acteurs nationaux ont été formés à l'analyse socio-économique et sexospécifique en Afrique centrale et en Afrique australe, dans le but de renforcer l'inclusion des considérations de parité dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets de développement.

92. Pendant le prochain exercice biennal, la FAO opérera une restructuration sexospécifique à l'échelle de l'organisation, avec notamment un encouragement à la décentralisation et une communication accrue sur les questions d'équité hommes-femmes, le recrutement d'un chef d'équipe affecté à la parité hommes-femmes au niveau régional, et la mise en place de coordonnateurs des considérations de parité aux niveaux régional et sous-régional, ainsi que l'accélération de l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dans toutes les activités de la FAO. L'Organisation continuera également d'élaborer et de diffuser des profils de pays sexospécifiques.

Objectif stratégique L – Accroissement et amélioration de l'efficacité des investissements publics et privés dans l'agriculture et le développement rural

93. Une aide au renforcement des capacités a été fournie aux niveaux national et communautaire pour l'élaboration et la gestion des projets d'investissement. Trois notes de synthèse ont été préparées et quatre réunions préparatoires organisées pour les pays d'Afrique subsaharienne concernant les mécanismes de financement innovants. En septembre 2010, la FAO a été admise au sein du Groupe pilote sur les financements innovants.

94. Suite à la crise causée par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique début 2011, la FAO a apporté son soutien au Secrétariat de l'IGAD pour élaborer un pacte régional et relancer les processus de planification des investissements. La FAO a également fourni son appui à une initiative de programmation commune avec le Groupe de la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international et d'autres partenaires pour le développement à long terme des terres arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique.

95. Les travaux de la FAO avec le Groupe de la Banque mondiale ont contribué à faire d'eux le principal financeur de 22 des projets approuvés pour l'Afrique pendant l'exercice, dont un important projet de croissance de l'agriculture approuvé en Éthiopie, un projet pour les Services consultatifs ougandais pour les technologies et le secteur agricoles et un projet pour la productivité de l'agriculture au Mali.

96. Treize projets et un financement complémentaire destiné à une opération en cours ont été approuvés pour l'Afrique pour un montant de 566 millions d'USD à l'appui de projets sur les infrastructures commerciales, l'ajout de valeur et le financement rural en Tanzanie, les revenus ruraux grâce à l'exportation au Rwanda, une aide au développement de la chaîne de valeur au Burundi, et une aide au Sénégal pour le développement agricole et l'entrepreneuriat rural. La FAO a également continué de faciliter la présence du FIDA sur le terrain à Madagascar, au Mozambique, au Rwanda, en Tanzanie et en Zambie, où un chargé du programme de pays du FIDA est basé dans chaque bureau de la FAO concerné.

97. Une collaboration fructueuse a également été menée avec d'autres financeurs, y compris la Banque africaine de développement, la Banque ouest-africaine de Développement et la Banque islamique de développement.

98. Trois projets régionaux ont été lancés en 2010 au titre de la FAO-Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La FAO a mené des projets au Botswana et au Mozambique pour aider à instaurer une meilleure gestion des pesticides comportant des polluants organiques persistants, soutenir la conservation de la biodiversité des écosystèmes de mangrove du Cameroun, contribuer à l'adaptation au changement climatique du secteur agricole au Mali, et elle a participé à un projet régional pour la conservation de la faune sauvage et la gestion durable de la viande de brousse, la lutte contre la dégradation des terres, la gestion durable des bassins versants et la gestion de vastes écosystèmes marins communs grâce à des subventions du FEM. Au 31 décembre 2011, la FAO aidait ses pays partenaires dans la conception de plus de dix nouveaux projets FAO-FEM pour l'Afrique.

Objectif fonctionnel X - Collaboration efficace avec les États Membres et les parties prenantes

99. La FAO a apporté et renforcé son aide aux États Membres, et amélioré la capacité des bureaux de pays d'assurer une meilleure mise en œuvre du Programme de terrain de l'Organisation dans la région Afrique. La planification et la coordination globales des ressources du Programme ordinaire attribuées à la région se sont améliorées, dénotant un lien plus stratégique entre les ressources attribuées et les priorités régionales.

100. Comme on l'a vu plus haut, plusieurs formations ont été assurées dans le domaine du renforcement des capacités et du développement.

101. Une stratégie régionale de mobilisation de ressources a été mise au point et approuvée pour mise en œuvre dès 2012.

102. Au cours de l'exercice 2010-2011, le programme de terrain global de la FAO en Afrique a assuré une mise en œuvre renforcée par rapport au précédent exercice 2008-2009. De 2010 à 2011, le solde d'ouverture du programme de terrain dans la région a augmenté de 15 pour cent.

Objectif fonctionnel Y –Administration efficiente et efficace

103. Le Bureau régional pour l'Afrique a renforcé son efficacité, harmonisant les flux de ses opérations administratives au sein des trois bureaux d'Accra et réduisant de manière importante le temps et la charge de travail liés au traitement de toutes les transactions administratives.

104. Des outils d'information ont été mis au point pour aider à orienter les nouveaux collègues et les visiteurs officiels du Bureau régional pour l'Afrique.

105. Le cadre de travail (locaux) et les systèmes de connectivité ont été considérablement améliorés dans le Bureau régional, permettant au personnel de travailler dans des conditions plus propices et productives, favorisant le travail en équipe et de meilleurs liens et relations entre collègues au Siège et dans tous les bureaux décentralisés, pour une culture axée sur les résultats.